REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 82-186 du 2 Juin 1982

portant création d'une commission spéciale d'enquête chargée de faire la lumière sur le décès accidentel du Camarade N'TCHA M'PO Théodore, Garde Chasse, en service à Natitingou.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

VU l'ordonnance N°77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin,

VU le décret N°82-124 du 9 Avril 1982 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,

DECRETE :

ARTICLE 1er - Il est créé une commission spéciale d'enquête chargée de faire la lumière sur le décès accidentel du Camarade N'TCHA M'PO Théodore, Garde Chasse, en service à Natitingou.

ARTICLE 2 - Ladite commission est composée comme suit :

Président :

- le Directeur Général du Ministère de la Défense Nationale,

Membres :

- le Directeur des Etudes et de la Planification du Ministère de la Défense Nationale,
- un représentant du Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Populaires du Bénin (B2),
- le Délégué Militaire de la Province de l'Atlantique,
- le Commandant du Bataillon de la Garde Présidentielle,
- un Conseiller Technique Juridique du Président de la République,
- le Conseiller Technique aux Affaires Administratives du Président de la République.

.../...

ARTICLE 3 - La commission a pour tâches :

- de déterminer les circonstances dans lesquelles le Camarade N'TCHA M'PO Théodore a été tué par balle par un militant en uniforme des Forces Armées Populaires du Bénin, le Mercredi 19 Mai 1982, au lieu dit AVOGBANA, à 6 kilomètres de la Ville de Bohicon,
- de reconstituer les faits et de situer les responsabilités à tous les niveaux,
- d'entendre tous les militants en uniforme en service ce jour-là à cet endroit ainsi que tous les passagers du véhicule 404 bâché à bord duquel la victime avait pris place.

ARTICLE 4 - La commission doit déposer les conclusions de ses travaux au Chef de l'Etat le 30 Juin 1982, délai de rigueur.

ARTICLE 5 - Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.--

Fait à COTONOU, le 2 Juin 1982

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : FR 8 - CAB-MIL.4 - MDN 6 - EMGFAP + BGP 4 - SGG 4
Président et Membres de la commission : 15 -